

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 111 (1966)
Heft: 6

Artikel: Moscou et Pékin : alliés ou ennemis? : Alliés et ennemis?
Autor: Schneider, Fernand-T.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343303>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction: Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp

Administration: Lt-colonel Ernest Büetiger

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, 1000 Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, 1000 Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Moscou et Pékin: alliés ou ennemis ? alliés et ennemis ?

Le colonel Fernand Th. Schneider, qui veut bien nous honorer de sa précieuse collaboration, est un écrivain connu. Né en 1905, il est titulaire de nombreux grades universitaires: licencié en droit et ès-lettres, diplômé d'études supérieures d'économie et de sciences politiques, lauréat de la faculté de droit de Dijon, diplômé du Centre d'études germaniques. C'est muni d'une riche formation intellectuelle qu'il aborde la carrière militaire, devient breveté d'état-major, diplômé de « l'Armed Forces Staff College » de Norfolk (USA) et du « College of Defense de l'OTAN ». Comme officier il sert en France, en Afrique Noire, au Maroc, en Algérie et au Sahara, en Allemagne, puis est chargé de mission aux Etats-Unis. On peut aussi rappeler ses fonctions de chef de province en Indochine, de chef de bureau des affaires politiques du Centre-Annam, de secrétaire permanent à la défense nationale pour Madagascar.

Dans ses attributions plus strictement militaires on note le commandement d'un régiment, son affectation à l'état-major de la 1^{re} armée (39/40 et 44/45), à l'état-major général des forces armées, au cabinet du Général cdt. en chef français en Allemagne.

Auteur de plusieurs ouvrages, notamment d'une « Histoire des doctrines militaires » et d'une étude sur la « Stratégie pour l'Occident », conférencier de talent, il écrit régulièrement dans de nombreuses revues françaises et allemandes. C'est dire la valeur de cette collaboration.

* * *

Bien que notre revue concentre en principe ses efforts sur des questions essentiellement militaires, il n'est pas inutile d'aborder occasionnellement le problème de ce qu'on appelle aujourd'hui la « guerre politique » (Rideau de fer, Corée, Cuba, Vietnam, etc.) où continuent de s'affronter, directement ou par peuples interposés, les deux blocs antagonistes Est et Ouest dans le cadre de leurs divergences idéologiques.

L'étude qui suit témoigne de cette préoccupation rédactionnelle. Mais, comme de coutume, nous laissons à nos distingués collaborateurs la responsabilité de leur appréciation des événements internationaux.

(Réd.)

« Il n'est pas d'amitié, qui ne contienne des éléments d'hostilité et il n'est pas d'hostilité dans laquelle ne s'inséraient pas des intérêts communs. » Cette phrase de Miksche, extraite du récent livre « *Kapitulation ohne Krieg* » (Seewald Verlag), s'applique tout particulièrement aux actuelles relations sino-russes.

Quoi qu'il en soit de la nature exacte de ces rapports, il est certain que les divergences de vues intervenues entre Moscou et Pékin affectent — par leurs répercussions politiques, idéologiques et stratégiques — l'ensemble du monde actuel. Elles ont déjà jeté une certaine perturbation dans l'équilibre précaire qui s'était établi dans notre univers bipolaire, né progressivement de l'entrevue de Yalta. Elles ont quelque peu porté atteinte, par voie de conséquence, à l'unité dans les deux grands blocs et, dans une moindre mesure, elles affectent le tiers monde.

Dans ces conditions — surtout après le refus de Pékin de participer au XXIII^e Congrès du P.C. soviétique — il convient de faire le point en la matière.

Que représente donc chacun des deux « grands » du marxisme actuel, dans le contexte géopolitique et géostratégique du moment? Où en sont les relations entre Moscou et Pékin et en quoi celles-ci affectent-elles, non seulement le monde communiste, mais toutes les autres communautés, l'atlantique en particulier?

LA RUSSIE EN 1966

Dans notre récente étude, « *L'URSS et l'OTAN : ennemis ou alliées ?* »¹, nous signalions les trois grands échecs de l'Union soviétique, à Berlin, à Cuba et au Vietnam. Nous constatons, en outre, la diminution de la menace soviétique militaire vis-à-vis du monde atlantique. Car il existe actuellement un intérêt commun entre l'Est et l'Ouest au maintien de l'équilibre précaire le long du rideau de fer. En effet — unis en Extrême-Orient par le même ennemi commun, la Chine, et la même question d'Orient, que pose un Sud-Est asiatique qui ne doit pas être dominé par Pékin — les Etats-Unis et l'Union soviétique ont incontestablement le même désir de conservation du statu quo en Europe.

C'est d'ailleurs ce fait que soulignait le général de Gaulle, en constatant que le centre des crises politiques venait de se déplacer vers l'Asie.

Ces quelques remarques s'imposaient afin de bien situer l'actuel différend russe-chinois par rapport à l'antérieure situation mondiale, dominée surtout par le front de l'Elbe. Mais, dans les conditions nouvelles, comment l'Union soviétique se présente-t-elle devant son alliée ennemie de l'Extrême-Orient ? D'abord, puisqu'il s'agit en la matière de relations entre deux pays marxistes, il est bon d'évoquer ici le régime soviétique de 1966. Si nous en croyons Michel Garder², le système communiste russe entre en agonie. Certes, le puissant appareil militaire soviétique — conventionnel et nucléaire — subsiste, mais c'est là une manifestation de la Russie en tant que pays, pays que Garder considère comme une brillante façade derrière laquelle se cache un régime en déclin. Ce régime résultait d'une théocratie matérialiste dans un pays, qui récemment, a procédé à une « désacralisation » des anciennes valeurs soviétiques. L'infaillibilité stalinienne a été remplacée par une direction

¹ Revue militaire suisse, février 1966.

² *L'Agonie du régime en Russie soviétique* (La Table Ronde, 1965).

collective, au nom d'une nouvelle vision du monde communiste. Un retour à un Staline paraît d'ailleurs exclu, car ses promoteurs se heurteraient à des oppositions violentes de la part d'une opinion publique qui n'accepterait pas passivement le rétablissement d'une économie centralisée à outrance et de ses millions de forçats. Par ailleurs l'armée soviétique n'est pas la force prétorienne capable de perpétrer un coup d'Etat. Elle est issue du service militaire obligatoire et ses chefs, à part les politiques, sont de plus en plus des soldats comme ceux des pays occidentaux: il ne semble pas qu'ils puissent devenir un instrument de guerre civile. Les coups d'Etat militaires, constate Michel Garder, sont essentiellement le fait de pays sous-développés. Or la Russie se développe. D'ailleurs, son économie — abstraction faite de la propriété étatique des moyens de production industriels — revient à des conceptions d'exploitation plus proches de celles des pays capitalistes.

Dans ces conditions — et devant l'immense supériorité nucléaire et industrielle globale des Etats-Unis et de l'Occident européen réunis, la Russie, désormais, n'a nul intérêt à observer une attitude agressive réelle vis-à-vis du camp atlantique. Mais au contraire il semble qu'à longue échéance du moins, elle aurait avantage à adhérer au monde occidental et à le prolonger en quelque sorte jusqu'à l'Oural. Nous n'en sommes pas encore là, mais déjà se dessine la menace chinoise qui — en l'état actuel de l'évolution en cours — est le souci dominant des maîtres du Kremlin.

Il convient de signaler ici que la pensée militaire soviétique, telle qu'elle résulte de l'ouvrage « *Stratégie militaire* » de l'équipe du maréchal Sokolowski, est dépassée par les événements. Elle l'était déjà vis-à-vis de l'Ouest, puisque le concept même de la guerre « préemptive » nucléaire est devenu impensable avec l'actuelle incapacité russe de détruire d'emblée tout le potentiel militaire américain, protégé désormais par la mobilité, l'ensilement des installations de lancement et le transport de Polaris par sous-marins.

De toutes manières, il ne semble pas que l'Union soviétique ait intérêt à lancer une attaque contre l'immensité chinoise, où la destruction de cent millions d'hommes ne représenterait que la solution partielle d'un problème démographique angoissant.

Dans ces conditions, de quelles armes peut-elle se servir devant le conflit sino-russe? Essentiellement de sa diplomatie. Or, celle-ci a été fort efficace, ces temps derniers, et fournit à Moscou comme une sorte de compensation aux échecs subis face à l'Ouest.

Les grands succès diplomatiques russes vis-à-vis de la Chine sont au nombre de trois :

- La convention indo-pakistanaise de janvier 1966.
- Le traité soviéto-mongol de janvier 1966.
- l'accord économique avec l'Iran.

a) *L'accord de Tachkent.* C'est là un succès du président Kossyguine, qui avait eu l'idée de convier les deux antagonistes pour une tentative de conciliation. En fait, le problème du Cachemire n'a pas été résolu. Mais les deux Etats se sont engagés à retirer leurs troupes sur les positions occupées avant le conflit et à renoncer à l'emploi de la force pour le règlement définitif du différend.

L'intervention de l'Union soviétique dans cette affaire a été un double succès pour Moscou. D'abord Kossyguine agissait, par une sorte d'entente tacite, au mieux de l'intérêt commun de l'URSS et des Etats-Unis. Ces derniers, en effet, étaient désireux d'éviter l'obligation d'une prise de position en faveur de l'un ou l'autre des deux Etats opposés. Car l'Inde représentait un atout à utiliser contre le danger chinois, tandis que le Pakistan est membre de l'OTASE et du CENTO.

Mais l'accord intervenu servait remarquablement l'intérêt russe face à Pékin. L'Union soviétique, comme le fait remarquer Raymond Aron¹, avait besoin d'un « allié de revers »

¹ La colombe de Tachkent (Le Figaro du 16.1.1966).

contre la Chine. Mais voulant éviter une alliance ouverte avec l'Inde, sa diplomatie — incontestablement l'une des plus habiles du monde — a su trouver ce biais de l'élimination du conflit armé indo-pakistanaise qui faisait si bien les affaires de Pékin. La convention signée a, en outre, surmonté la difficulté de la position du Pakistan, à la fois membre de l'OTASE et ami de la Chine, qui le soutenait contre l'Inde.

Il convient de souligner, en passant, que si à Tachkent l'Union soviétique agissait dans le sens de l'intérêt commun américano-russe, il n'en était pas absolument de même à Hanoï, où la présence de Chélépine ne semble pas avoir réussi à résoudre un problème délicat contre Washington et Pékin à la fois.

b) Le traité soviéto-mongol. Il s'agit là du renouvellement d'un traité d'amitié venu à échéance. A vrai dire, l'ancien accord était dirigé contre le Japon, alors que le nouveau vise Pékin. En l'occurrence, Brejnev a fait apparaître l'Union soviétique comme une puissance asiatique en bordure d'une longue frontière de la Chine populaire.

Bien entendu, l'homme politique russe n'a pas manqué, en l'occasion, de s'élever contre l'impérialisme américain :

« Si les dirigeants américains veulent vraiment la fin de la guerre, qui les empêche de reconnaître la justesse des demandes du peuple vietnamien?... D'autres événements mondiaux montrent que la réaction internationale cherche à faire de l'Asie la tête de pont d'une lutte ouverte contre le socialisme et le mouvement de libération nationale... »¹ Et il citait l'Indonésie, le Laos, le Cambodge, menacés par « l'impérialisme américain ».

Enfin, Brejnev n'a pas manqué d'évoquer la « politique antiimpérialiste des jeunes Etats africains » ni la « politique revancharde de Bonn », devenue pour les hommes d'Etat russes une sorte de clause de style.

¹ Cité par Raymond Aron (Le Figaro du 17.1.1966).

Par l'accord et par les discours qui ont marqué la signature de ce document, le représentant soviétique a donc obtenu un succès contre Pékin, tout en se posant comme protecteur des mouvements anti-colonialistes d'Asie et d'Afrique.

c) *L'accord économique avec l'Iran.* Cette convention accorde des crédits importants, à long terme et bas intérêt (2,5 %), à l'Iran.

Ce dernier, grâce aux facilités obtenues, pourra non seulement s'industrialiser, mais aussi moderniser ses forces armées. Il remboursera en pétrole l'aide reçue.

Tels sont trois des succès de la diplomatie soviétique. Ils permettent à Moscou de procéder à un véritable encerclement de la Chine, dans la mesure où ce dernier n'est pas déjà réalisé par les Etats-Unis. Il convient de signaler que la grande puissance industrielle d'Asie, le Japon, est soutenue tant par les Etats-Unis que par l'URSS, qui a associé ce pays à la mise en valeur de la Sibérie.

Dans ces conditions, quelle est la situation de la Chine dans le contexte du moment?

LA CHINE POPULAIRE EN 1966

Sur le plan international, ainsi qu'il vient d'être constaté, la Chine populaire est pratiquement encerclée. En effet, les *Anglo-Saxons*, conscients de leurs obligations « à l'est de Suez », ont formé, en soutenant la position et la doctrine de l'Arabie séoudite, une véritable barrière pour fermer le monde noir aux influences néfastes en provenance d'Extrême-Orient.

L'Iran, avons-nous constaté, est revalorisé grâce aux prêts russes et sera économiquement lié à l'Union soviétique. L'accord intervenu à Tachkent intéresse une région très sensible, mais le *Pakistan*, sous peine de voir diminuer son aide extérieure, s'abstiendra prudemment de relations trop étroites avec Pékin, qui, pour l'*Inde*, représente l'ennemi éventuel.

Sur place, la 7^e Flotte concrétise une permanente présence des Etats-Unis.

Dans ces conditions, la Chine doit abandonner son projet de création d'une sorte d'« ONU des pauvres », antérieurement envisagé, d'autant qu'elle a subi de notables « pertes de face » sur le plan international :

- au *Vietnam*: par l'escalade américaine, restée sans réaction chinoise,
- en *Afrique*: par d'humiliantes expulsions de « techniciens » et diplomates chinois,
- en *Amérique du Sud*: par la violente prise à partie donnée au « Congrès des Trois Continents » par Fidel Castro,
- en *Indonésie*: par l'échec de la révolution communiste accentué par des manifestations anti-chinoises.

* * *

En face de ces menaces ou insuccès, quelle est la force actuelle de la Chine sur les plans économique et militaire ?

a) *Potentiel économique de la Chine populaire*. Il est certain que le sous-sol chinois est particulièrement riche. Cependant ses réserves sont souvent difficilement accessibles.

L'actuelle ambition de Pékin, c'est de parvenir à une sensible autarcie pour le pétrole et les carburants, compte tenu des ressources supposées — mais non encore confirmées scientifiquement.

Pour le pétrole, ce projet est facilement réalisable, mais le goulet d'étranglement existe pour l'essence dans le manque de raffineries.

Les transports et la circulation en Chine sont limités par une insuffisante densité des réseaux routier (à peine une trentaine de mètres au km² dans certaines régions) et ferré (36 000 km., chiffre égal à celui de l'Allemagne fédérale, d'une superficie quarante fois moindre).

L'agriculture a de nouveau atteint son niveau de 1957, mais pour une population augmentée de 100 millions environ. Donc il faudra encore importer du blé.

L'industrie s'accroît, malgré un retard de trois ans sur le plan de 1957. Le taux d'accroissement économique est de 3 %, supérieur cependant à celui de la population (2 %).

Actuellement, la Chine tente d'importer des usines complètes et de l'acier, d'Allemagne fédérale notamment. Mais, en l'état actuel des choses le pays, de l'avis de Mao Tsé Toung, est en retard de 30 à 50 ans du point de vue économique, technique et scientifique.

b) *Potentiel militaire.* Les forces armées chinoises, malgré leur grande importance numérique (2,5 millions d'hommes pour l'armée de terre), ont cependant des possibilités limitées. A côté des 115 divisions d'infanterie n'existent que 4 D.B. et 2 D.A.P. L'armement et l'équipement sont quelque peu périmés et la puissance de feu n'est pas celle d'une armée vraiment moderne.

Sur les quelque 2300 avions les $\frac{3}{4}$ sont à réaction, mais de type ancien. Une douzaine de bombardiers à réaction ou à grand rayon d'action seront à même de transporter les bombes atomiques, mais, dans l'ensemble, l'aviation chinoise a des possibilités réduites.

Dans la marine, il y a lieu de signaler une trentaine de sous-marins à grand rayon d'action (15 000 km.), susceptibles, ultérieurement, de menacer les côtes américaines avec des armes nucléaires.

D'une manière générale, les capacités des forces armées chinoises sont essentiellement de type conventionnel avec, cependant, une remarquable aptitude à l'infiltration. Toutefois l'on admet que le pays, en faisant l'impasse sur la consommation courante, est à même de produire une trentaine de bombes atomiques par mois. Des spécialistes à ce point de vue existent. Mais la question se pose. La Chine va-t-elle s'engager dans la grande compétition atomique en renonçant à d'autres réalisations? Cette production irait, pensent certains auteurs,

à l'encontre de la doctrine de Mao, selon laquelle l'homme est à la guerre plus important que le matériel.

A vrai dire, jadis les Russes tenaient, officiellement, le même raisonnement — combiné avec une ardente campagne contre les armements et pour la paix — pendant que leur industrie s'efforçait précisément de produire, elle aussi, l'arme majeure.

Mais, de toute manière, les Chinois pourraient bien estimer qu'il ne leur serait pas indispensable d'acquérir toute la panoplie atomique telle que la détiennent actuellement les Russes et les Américains. Le pays de Mao, en effet, aura à se prononcer sur le choix : beurre ou canons ? Car son industrie d'armement ne se développera qu'au détriment de son économie générale. Dans l'immédiat, certains experts, le général Beaufre notamment, estiment que les différentes usines déjà en fonctionnement produisent les unes 20 KT en 18 mois, d'autres, la même quantité en six semaines. Dans quelques années l'industrie chinoise sera sans doute capable de réaliser des engins balistiques et, bien plus tard, des engins intercontinentaux.

Dans l'ensemble cette industrie est très dispersée, donc difficile à détruire par un adversaire éventuel. En outre, dès maintenant, estime le général Beaufre, des avions-suicide porteurs de bombes atomiques pourraient s'opposer à un débarquement américain en cas de conflit.

Rappelons que le Dr Teller, le grand spécialiste des Etats-Unis, a déclaré dans une lettre à la commission sénatoriale des Affaires étrangères : « Dans cinq ou dix ans les Chinois posséderont un nombre considérable de bombes à hydrogène et de fusées permettant de les lancer à 3200 km. au moins avec une précision de quelques kilomètres. » En d'autres termes, cette possibilité mettra tout le Sud-Est asiatique à portée d'atteinte des Chinois.

En somme, le potentiel militaire à la disposition de Mao Tsé Toung se compose des possibilités d'une armée un peu périmee quant à son matériel conventionnel et d'une production d'armes atomiques qui en est encore à ses débuts. En outre,

il y a lieu de souligner qu'il ne semble plus exister une communauté de vues entre la direction politique du pays et une partie du haut-commandement militaire. Ce fait est d'autant plus important que jadis Mao Tsé Toung réalisait, lors de la conquête du pouvoir, le plus parfait exemple d'application de la doctrine clausewitzienne sur les relations entre le politique et le militaire, c'est-à-dire, du jeu de la « logique » politique dans sa plénitude, mais compte tenu de la « grammaire de la guerre ».

Or, un véritable conflit vient d'éclater entre le chef chinois et ses subordonnés militaires. Afin de réduire ces derniers au rôle modeste qui leur convient selon Mao, ce dernier a pris, il y a quelque temps déjà, un certain nombre de mesures contre les cadres, dont l'abolition des galons ne représente que l'aspect le plus mesquin. Il en est résulté une sorte de tension entre officiers de carrière et officiers politiques dans cette armée désormais sans « gradés ». Les militaires opposants dont l'action est apparue, selon un auteur allemand¹, à une récente conférence d'officiers politiques, font valoir que, du point de vue militaire, il serait impossible à la Chine seule d'affronter efficacement le potentiel militaire « impérialiste ».

Dans le journal de l'armée, « *Jiefang Jun Bao* », H. Lung, président adjoint du Conseil de Défense, a reconnu que les vues de Mao sur la construction de l'armée ne sont pas unanimement admises par certaines personnalités militaires, accusées de se cramponner à des « idéologies militaires bourgeoises périmées ». Depuis, des sanctions ont été prononcées et il est possible que sous l'impulsion de l'homme fort qu'est Lin Piao, actuellement ministre de la Défense nationale, les doctrines de guérilla du Parti soient remises en honneur. De toutes manières, la Chine est maintenant engagée, officiellement, dans l'opposition à Moscou. Il n'en demeure pas moins qu'un doute a été semé dans les esprits et que des généraux chinois ont voulu

¹ W. Wahlefeld, *Machtkampf in Maos Reich* (Die Zeit 4.3.1966).

moderniser une doctrine considérée désormais par eux comme périmée.

Compte tenu à la fois de cet état d'esprit et du potentiel militaire du moment, il semble donc que la Chine soit difficilement à même d'affronter, soit la force américaine, soit celle de Moscou. Et cela est d'autant plus grave que la diplomatie chinoise — ainsi que le prouvent les échecs signalés — n'est pas en mesure de remplacer, comme « autre moyen », un pouvoir militaire insuffisant. Mais comment s'exprime, précisément sur le plan politique, le conflit actuellement déclenché entre Pékin et le Kremlin?

LE DIFFÉREND POLITIQUE SINO-SOVIÉTIQUE

La compétition pour l'hégémonie dans le camp communiste est engagée depuis des années entre Moscou et Pékin. Et pourtant — du moins avant 1966 — elle avait pris des aspects différents chez les deux partenaires rivaux. Les Chinois, en effet, attaquaient ouvertement et systématiquement les maîtres du Kremlin, accusés de faire cause commune avec les USA contre les mouvements révolutionnaire en général et au Vietnam en particulier.

Moscou, au contraire, observa longtemps une certaine réserve dans la formulation de ses griefs, du moins dans ses déclarations ouvertes. Par contre, sa remarquable diplomatie approchait les pays amis, généralement un à un, pour isoler la Chine, sous le signe de l'unité politique du communisme, compromise, selon le Kremlin, par le comportement chinois.

Une brève analyse de quelques écrits émanant des deux gouvernements ou inspirés par eux nous permettra de saisir l'évolution récente des relations entre Moscou et Pékin.

a) *Accusations formulées par Moscou contre Pékin.* Un article paru dans la Pravda du 28 novembre 1965, puis le récent document envoyé par les Soviétiques aux « partis frères », caracté-

risent l'évolution intervenue en quelques mois dans le « ton » de Moscou vis-à-vis de Pékin.

Dans le premier texte est posée la question de l'unité d'action du monde communiste. L'article prône la convergence des efforts de « toutes les forces révolutionnaires » : mouvements de libération nationale, classes ouvrières des pays capitalistes et surtout leur « avant-garde », le parti communiste. Ce besoin d'unité affirmé, compte tenu de certaines différenciations, au congrès de 1960, a été confirmé par la plupart des partis frères, notamment par de nombreux contacts bilatéraux ou multilatéraux, depuis mars 1965.

Tout a été mis en œuvre, dit l'auteur, pour rallier Pékin à cette unité. Mais ces efforts sont restés vains, la Chine allant jusqu'à accuser l'Union soviétique de « déviationnisme » dans le sens capitaliste. Or, dans la lutte héroïque du peuple vietnamien contre les agresseurs USA, l'Union soviétique a apporté toute son aide à la République démocratique du Vietnam dont le président du Conseil, Pham Van Dong, a pu dire : « Le P.C., le gouvernement et le peuple soviétiques ... appuient la légitime attitude du Front de libération nationale du Sud-Vietnam et la République démocratique du Vietnam. Ils accordent à cette dernière toute l'aide possible pour l'affermissement de son potentiel de défense et de son économie... »

D'autres partis et peuples frères ont participé à cette aide. Mais il serait faux d'ignorer les tentatives entreprises pour rompre cette unité d'action.

Cet article, on le voit, fait ressortir l'effort de Moscou pour ne pas aggraver le différend sino-russe. Plutôt que d'accuser directement Pékin, le Kremlin préférait alors formuler un appel à l'unité d'action de l'ensemble du monde communiste. A vrai dire, à côté de cette attitude modérée Moscou semble avoir, depuis longtemps, entrepris des démarches plus pressantes, nettement hostiles à la Chine, auprès des peuples frères. Et, finalement, cette prise de position devait prendre une forme plus ouverte, notamment dans le document « aux

partis frères », dont le journal allemand *Die Welt*¹ a donné connaissance au monde occidental.

Le texte en question est sensiblement une annonce de rupture entre les deux grands du communisme mondial. Il peut se résumer en quatre points qui formulent les griefs de l'Union soviétique contre la Chine, accusée des attitudes suivantes :

1^o Propagande en vue d'un conflit militaire éventuel entre les deux pays ;

2^o Assimilation du prétendu « déviationnisme » russe à l'impérialisme américain ;

3^o Prétentions territoriales sur certaines régions soviétiques ;

4^o Obstacle à une aide suffisante au Nord-Vietnam, afin de faire durer la guerre et de la voir évoluer vers un conflit URSS-USA.

A ces affirmations sont joints des reproches à l'adresse des dirigeants chinois, ainsi que l'assurance que l'Union soviétique, contrairement aux communistes de Pékin, soutiendra tous les mouvements révolutionnaires.

En bref, le document évoqué était une préparation au XXIII^e Congrès du P.C. russe.

b) *Accusations formulées par Pékin contre Moscou.* Elles ont toujours été plus violentes, plus directes que celles des Russes à l'encontre des Chinois, ainsi que le fait ressortir la lecture d'un article paru en novembre 1965 dans l'organe central du P.C. chinois, le *Renmin Ribao*².

Dans ce document, qui est consacré, lui aussi, à l'unité d'action du mouvement communiste, les dirigeants de Pékin se réfèrent à Lénine et à Mao Tsé Toung pour condamner l'attitude du Kremlin en 1965.

¹ *Die Welt*, du 21 mars 1966.

² Source : Europa-Archiv du 10 mars 1966.

Le premier, est-il dit dans l'article évoqué, préconisait « l'union de tous les prolétaires et des nations dépendantes ». Mao, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, dans le même esprit, proclamait la nécessité d'un front unique contre l'impérialisme américain. Comme Lénine, il condamne le déviationnisme. Or, depuis le départ de Khrouchtchev, les maîtres de la Russie, tout en prônant en paroles l'unité, restent fidèles aux résolutions des XX^e et XXII^e Congrès, considérées par eux comme intangibles. Et leurs attitudes ont pour effet de maintenir le capitalisme dans les pays capitalistes et de le rétablir dans le monde socialiste. Elles aboutirent à une coopération russo-américaine, car :

1^o les chefs soviétiques ont affirmé des « possibilités non exploitées » de coopération entre les deux Etats;

2^o l'accord sur les expériences nucléaires n'était qu'une machination russo-américaine dirigée contre la Chine, afin de maintenir un certain monopole;

3^o les Soviétiques utilisent l'ONU comme un instrument pour combattre les révoltes, au Congo comme à Saint-Domingue. Au Vietnam, ils approuvent la manœuvre qu'est le plan de Johnson pour le « développement international du Sud-Est asiatique ».

4^o Ils ont mis au point une entente avec l'Inde, dominée par les Américains, dans un esprit hostile à la Chine.

Bref, disent les Chinois, alors que Khrouchtchev pratiquait une politique du « décrochage », ses successeurs font celle de l'immixtion, en transmettant, par exemple, à Hanoï les propositions de Washington demandant l'arrêt de l'aide au Sud et la cessation des attaques contre les villes du Sud-Vietnam. Bien plus, un journal américain a pu suggérer le maintien des troupes américaines, moyennant une présence militaire russe au Nord.

En somme, pour la Chine, poursuit le document, il convient, avant tout, de surveiller cette affaire du Vietnam où Washington et Moscou ont partie liée. La conclusion logique

des thèses exposées réside dans le refus de Pékin de participer au XXIII^e Congrès. Toutefois, il est possible que deux faits aient contribué à cette attitude, intervenue après une période d'hésitation : l'envoi de la lettre aux partis frères par Moscou ; le refus du Kremlin de reproduire *in extenso* les déclarations qu'aurait été amené à faire au cours de la réunion le délégué chinois.

Quoi qu'il en soit, nous connaissons, par la note diffusée par l'agence *Chine nouvelle*, les cinq arguments invoqués par Pékin contre Moscou :

- 1^o L'activité anti-chinoise des Russes ;
- 2^o La déstalinisation ;
- 3^o Le révisionnisme ;
- 4^o La collusion avec l'impérialisme américain au Vietnam ;
- 5^o Cependant : l'appui chinois serait toujours acquis à l'URSS en cas d'agression contre un ennemi commun.

Bref, après l'envoi d'un document basé sur de tels arguments il semble difficile d'envisager, pour un proche avenir, une collaboration « fraternelle » entre les deux « grands » du monde communiste.

* * *

Le centre des crises internationales se situe désormais en Asie, où le différend sino-soviétique a déjà produit des conséquences d'ordres géopolitique et géostratégique primordiales :

1^o L'Union soviétique et les Etats-Unis, déjà liés par la « solidarité » née à Cuba, ont désormais en commun un même ennemi, la Chine, et une même question d'Extrême-Orient ;

2^o Ouvertement ou non, ils pratiquent la même politique d'amitiés sur le pourtour du grand Empire jaune, dont ils cherchent à contenir la volonté de puissance ;

3^o Par voie de conséquence ils ont le même intérêt au maintien de l'actuel précaire équilibre en Europe, en d'autres termes, à la conservation du statu quo dans ce continent.

Mais l'évolution intervenue a des répercussions aussi bien chez les alliés de Washington que chez les satellites de Moscou.

En effet, elle a favorisé un certain polycentrisme des partenaires atlantiques d'Europe, accentué du fait d'une menace militaire devenue apparemment moindre. Dans le camp de l'Est, elle a permis aux associés de l'Union soviétique un commencement de liberté d'action — d'ailleurs très diversifié — et elle a engendré trois courants nouveaux du communisme européen : le national, le pro-soviétique et le pro-chinois. Dans ces conditions, l'ancien monolithisme marxiste a été compromis sur notre continent.

Mais de ces évolutions dans les deux blocs peuvent découler, pour les pays atlantiques européens, les conséquences suivantes :

1^o Une amélioration de leurs relations avec les Etats satellites d'Europe Orientale. Ceux-ci, désormais, semblent être plus accessibles à une ouverture vers l'Ouest, ne serait-ce qu'en raison d'affinités culturelles très anciennes.

2^o Dans les relations entre Occidentaux : soit une concentration européenne, soit une décomposition de l'OTAN.

En effet, si tout va bien, une plus grande prise de conscience européenne sera favorisée par l'extension des obligations extraeuropéennes des Etats-Unis. Ceux-ci ont tout intérêt à une sorte de décentralisation des responsabilités de l'Alliance dans l'ancien monde et à favoriser de la sorte cette organisation bipolaire dont rêvent tant d'Européens et d'Américains — qui associerait si efficacement, pour le bien du monde, l'Amérique atlantique à une Europe unifiée, à condition que celle-ci veuille bien concrétiser sa forte personnalité politique...

Mais, si tout va mal, au contraire, l'évolution en cours aura pour effet désastreux la décomposition de l'Union atlantique, par suite d'une regrettable résurgence de nationalismes dépassés...

L'Occident, uni à Poitiers, puis de nouveau aux Croisades, s'est toujours dissous, une fois le péril immédiat conjuré. L'avenir nous dira si, cette fois, il saura survivre à l'apparente diminution du danger commun.

Fernand Th. SCHNEIDER